

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MARDI 6 JUIN 2023



Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste
Iñaki Echaniz, secrétaire national au Logement et à la qualité de l'habitat
Cédric Van Styvendael, secrétaire national aux relations extérieures

CNR LOGEMENT : CRISE MAJEURE, RÉPONSES MINEURES

Ce lundi 5 juin, le gouvernement a annoncé les propositions retenues à l'issue du Conseil National de la Refondation sur le logement. Si l'exercice était bienvenu pour faire un tour d'horizon concret des multiples enjeux qui touchent notre pays en matière de logement, **force est de constater que le rendez-vous est manqué pour faire face aux retards, voire aux obstacles, accumulés par le parti présidentiel ces dernières années.**

Alors que l'objectif du gouvernement était, jusqu'alors, de réduire les dépenses de l'État en matière de logement, le CNR constituait l'espoir d'un rattrapage inédit et de la construction d'une vision ambitieuse en matière de politique publique du logement.

Pourtant, après 6 mois de concertation, la mobilisation de 200 acteurs et des propositions concrètes et efficaces, le gouvernement n'en retient quasiment rien et la plupart des mesures annoncées sont loin du sursaut espéré. Entre le renforcement timide de certains dispositifs existants comme la garantie Visale, MaPrimeRenov', ou le fonds friche ; l'annonce de « nouveaux chantiers » aux solutions pourtant déjà largement identifiées, comme celui de l'accès aux logements en zones touristiques ; ou le soutien aux bailleurs sociaux sans évoquer les deux principaux freins à leur développement (hausse de la TVA et baisse des APL) ; **l'effet est plus décevant que disruptif.**

L'économie de moyens et de temps semble diriger les choix effectués par Matignon qui souhaite « travailler » encore. Pourtant le sujet du logement n'a jamais été aussi urgent alors qu'il pèse intolérablement dans le budget des ménages, que l'accession à la propriété est paralysée, même pour les classes moyennes, que les demandes de logements sociaux ont augmenté de 7% en touchant des publics jusque-là préservés et que le mal logement progresse dangereusement avec plus de 14 millions de personnes fragilisées.

Professionnels de l'immobilier, associations comme élus, les participants du CNR s'accordent tous sur un indispensable réveil au cœur d'une crise croissante et n'ont pas manqué de faire part de leur déception.

Les élus socialistes ont pourtant proposé, dès le début de la législature, des mesures fortes, souvent financièrement indolores pour l'État, comme la suppression de la niche fiscale très avantageuse au bénéfice des propriétaires de meublés de tourisme, la taxation des résidences secondaires dans les zones les plus tendues, la lutte contre le détournement de dispositifs fragilisant les locataires (comme les baux mobilité), le gel des loyers ou la rénovation énergétique sans restes à charges.

À côté du manque de clairvoyance du gouvernement, se pose la question de sa cohérence quand il clame son intérêt pour soutenir le pouvoir d'achat, atteindre le plein emploi et mener une politique pro-environnementale, car le logement occupe une place centrale dans ces chantiers.

Contact presse
Paul Boucaud-Labouyrie
presse@parti-socialiste.fr